Le JDD
LA NEWSLETTER DU MATIN

PAYS :France
PAGE(S) :2-5
SURFACE :43 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Accueil
JOURNALISTE :Anne-Charlotte D...

► 5 août 2022

Cliquez ici pour voir la page source de l'article

Droits des LGBT+ : à Orléans, Élisabeth Borne veut clore la polémique Cayeux

Anne-Charlotte Dusseaulx

ABONNÉS À l'occasiodu quarantième anniversaire de l'abrogation des discriminations entre les relations hétérosexuelles et homosexuelles introduites dans le Code pénal par le régime de Vichy, la Première ministre a visité un centre LGBT+ (lesbien, gay, bi, trans) à Orléans.

Élisabeth Borne est au côté d'Isabelle Rome jeudi à Orléans.

Il aura fallu attendre le dernier moment des échanges avec des membres du groupe action gay et lesbien (GACL) d'Orléans pour que la question soit posée à la Première ministre, Élisabeth Borne. *« On ne pouvait pas ne pas aborder ce sujet. [...] Notre travail est vraiment mis en difficulté avec des paroles »* comme celles de Caroline Cayeux, a lancé le secrétaire de l'association, Christophe Desportes-Guilloux, assurant avoir reçu des *« messages d'insultes »* en amont de cette visite ministérielle. Quarante ans après la fin de la répression de l'homosexualité en France, le 4 août 1982, Élisabeth Borne s'est voulue claire : *« La ligne du Président, ma ligne, celle du gouvernement n'est pas ambiguë. Nous continuerons à nous battre pour des progrès en faveur des droits LBGT+. [...] Il n'y a pas de doute sur le fait que tous les membres de mon gouvernement sont sur la même ligne. »*

« Il y a pu y avoir des expressions blessantes. La personne qui a tenu ces propos a eu l'occasion de présenter ses excuses »
Ce qu'elle a répété quelques minutes face à la presse, aux côtés de la ministre Isabelle Rome (Egalité entre les femmes et les hommes, Diversité et Egalité des chances), qui avait déjà fait le déplacement dans ce centre d'accueil début juillet. *« Il y a pu y avoir des expressions blessantes. La personne qui a tenu ces propos a eu l'occasion de présenter ses excuses. Il n'y a aucune ambiguïté sur l'engagement des membres de mon gouvernement qui portent la même vision d'une société progressiste »* , a insisté Élisabeth Borne.

La nomination d'un « ambassadeur aux droits LGBT+ »

La Première ministre a profité de ce déplacement pour faire quelques annonces. Un fonds de trois millions d'euros sera débloqué pour la création de dix centres LGBT+ supplémentaires en France et le renforcement des 35 déjà existants – 20 selon l'association GACL 45. *« Nous voulons qu'il y ait au moins deux centres dans chaque région de l'hexagone et au moins un centre dans chaque région outre-mer »* , a précisé Élisabeth Borne. Selon son entourage, cela se fera dans le cadre du nouveau plan LGBT 20232026 et sera inscrit dans le projet de loi de finances présenté à l'automne au Parlement.

Lire aussi - « tous ces gens-là » : des élus de la majorité et des personnalités dénoncent les propos de Caroline Cayeux

Autre annonce : la nomination d'ici la fin de l'année d'un *« ambassadeur »* qui *« coordonnera l'action du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour la protection contre les discriminations et la promotion des droits LGBT+ »* et *« défendra notamment la dépénalisation universelle de l'homosexualité et de la transidentité ».*

« Si la Première ministre n'y a pas souscrit, elle s'est montrée ouverte »
Interrogée sur une proposition de loi à venir des sénateurs socialistes portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 – date à laquelle une loi a instauré une distinction dans l'âge de consentement entre rapports homosexuels et hétérosexuels – et

0g4aCyXosJpWHflHBXF127OgfGxP0N6ZILerNGX1lxe4_h5bIQHNh5PNEI_OFRpM4ODJk

Tous droits de reproduction réservés

1982, la cheffe du gouvernement a dit *« l'entendre »* et qu'elle allait *« examiner »* le texte. *« On va se battre pour que cette proposition de loi soit votée »* , a réagi le sénateur du Loiret Jean-Pierre Sueur, présent ce jeudi matin à Orléans et signataire du texte qu'il a d'ailleurs donné à cette occasion à Élisabeth Borne. *« Si la Première ministre n'y a pas souscrit, elle s'est montrée ouverte »* , a ajouté celui qui en 1982, alors jeune député, avait voté la dépénalisation.

Le centre accueille « entre 3 et 6 personnes par jour »

Arrivée vers 10h30 sur place, Élisabeth Borne avait passé l'heure précédente à visiter les locaux et à s'entretenir avec des membres de l'association GACL 45, composé d'un salarié, de deux jeunes en service civique et d'une quinzaine de bénévoles. L'occasion pour ces derniers d'exposer leur quotidien (accompagnement, sensibilisation, formation, intervention en milieu scolaire…) ainsi que leurs difficultés : *« Nous aurions besoin d'une antenne mobile et de locaux plus grands »* , a notamment exhorté l'un d'entre eux, alors que le centre accueille *« entre 3 et 6 personnes par jour »* . Ont également été abordées les complexités des changements de prénom à l'état civil ou encore celles pour les demandeurs d'asile discriminés dans leur pays en raison de leur orientation sexuelle à obtenir le statut de réfugié.

« J'en prends l'engagement, le combat du gouvernement pour les droits LGBT+ va se poursuivre, se prolonger et s'accélérer » , a complété la Première ministre. *« On nous montre de la détermination, on attend de voir »* , a commenté dans la foulée Christophe Desportes-Guilloux, qui se veut également *« prudent »* sur les chiffres annoncés. Quant aux excuses de Caroline Cayeux évoquées par Elisabeth Borne, il rétorque : *« On n'attend pas des excuses mais que des décisions soient prises pour lutter contre les discriminations. Et qu'elle empêche que de tels propos soient à nouveau tenus au sein de son gouvernement. »* ■

Tous droits de reproduction réservés